

# FACE AU DÉSÉQUILIBRE, QUEL RÔLE POUR UNE ÉDUCATION POUR L'ENVIRONNEMENT ET POUR LE DÉVELOPPEMENT

**Jean-Paul Deléage  
et Christian Souchon**

A la suite de la Conférence de Rio, « Sommet de la Terre » organisé à Rio en 1992, l'idée de « développement viable », en réalité peu différente de celle d'« écodéveloppement » qui datait de vingt ans auparavant, s'est trouvée largement mise en avant comme étant susceptible d'apporter des solutions aux grands maux dont souffre notre planète. Une des questions qui se posent en corollaire, est de savoir quelle rôle peut jouer l'Education relative à l'Environnement dans l'esprit antérieur issu en partie des conférences Unesco de Belgrade et de Tbilissi ou dans le cadre du nouveau programme E.P.D (cf. l'article de D. Baghwut dans ce numéro d'A et N).

Il convient tout d'abord de repérer les principaux problèmes et d'en identifier les origines fondamentales.

L'industrialisation et l'urbanisation massives ont fait franchir un seuil aux rapports que nous entretenons avec la planète. Au XX<sup>e</sup> siècle, la dégradation du milieu naturel est devenue un véritable fait de civilisation et a acquis, plus particulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale, une dimension universelle. Mais cette crise de l'environnement se situe à l'intérieur d'une crise plus profonde : celle des modes de développement qui ont prévalu depuis les origines du capitalisme. C'est à cette double crise que l'on cherche en réalité à apporter des solutions au nom du « développement viable ».

Préciser les risques environnementaux liés aux modes actuels de la croissance afin de hiérarchiser les urgences ; définir les engagements concrets à prendre pour éviter les pires désastres ; dégager les ressources financières que les pays riches devraient y consacrer ; évaluer, enfin, les changements qu'implique le choix du développement soutenable : telles sont les priorités que les hommes de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle doivent s'assigner s'ils veulent léguer à leurs enfants une Terre où il fera encore bon vivre.

Commençons par l'hypothèse qui fonde implicitement ces propositions : le caractère « insoutenable » du type et des rythmes actuels de la croissance. Rappelons-en les termes essentiels : les ressources de la planète ne sont pas inépuisables ; la biosphère constitue un monde fini et l'espèce humaine, depuis l'avènement du capitalisme, lui a déjà porté des coups irréparables.

Année après année, forêts dévastées, terres arables érodées, fleuves et océans pollués se comptent par dizaines de millions d'hectares. Le plus grave est sans doute qu'en manipulant les espèces, nous avons accéléré le processus de l'évolution à un point tel que ses effets se sont littéralement inversés. Au lieu de stimuler l'innovation évolutive, il entraîne un phénomène d'extinctions en cascade. Le conflit entre l'accroissement matériel indéfini des populations humaines et la finitude de la biosphère culmine de nos jours dans la modification des climats, conséquence du rejet croissant dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, comme le gaz carbonique ou le méthane.

Les interactions entre l'Homme et la Nature, ce couple indissociable, sont longtemps restées très localisées et leurs évolutions très graduelles. Aujourd'hui, ces équilibres sont bouleversés du fait d'un changement brutal de rythme et d'échelle dans nos rapports à la Nature.

Changements de rythme : en brûlant des combustibles fossiles, nous avons, en moins de deux siècles, renvoyé dans l'atmosphère et les océans du carbone d'origine organique concentré depuis des dizaines de millions d'années dans les roches sédimentaires. Nous détruisons par ailleurs la biodiversité à une vitesse jusqu'ici jamais égalée...

Changements d'échelle : les désastres écologiques affectent des groupes humains immenses. Dix ans après Tchernobyl, près de quatre millions de personnes vivent encore dans des zones qui auraient dû être évacuées après l'accident. Vingt millions de Mexicains sont en permanence soumis au smog de Mexico City. Plus généralement, des centaines de millions d'individus subissent les effets mortifères de la pollution automobile dans des villes de déraison, sur les cinq continents. Ils sont 200 millions en Asie à vivre sous la menace d'inondations qu'amplifie chaque année la déforestation des bassins himalayens. Quant aux changements climatiques, ils nous concernent tous..

Il a fallu moins de deux siècles pour rompre les termes d'une relation Homme-Nature. Comment permettre à nouveau une relation équilibrée ? Comment réaliser le développement soutenable prôné à Rio et approuvé par les chefs d'État présents à cette Conférence ? En d'autres termes, comment orienter le développement économique sans entamer de façon irréversible le patrimoine naturel ?

Comment, enfin, concilier cette nécessité avec l'ambition légitime de satisfaire les besoins minimaux de l'ensemble des humains ? Pour cela, on ne peut ignorer tout d'abord l'impérieuse nécessité à la fois de lutter contre la faim dans le monde et de contenir la croissance démographique.

## **EDUCATION, FORMATION OU INFORMATION EN MATIÈRE DE POPULATION**

Joindre, comme l'a souhaité l'UNESCO dans son programme EPD (Education et information en matière d'Environnement et de Population pour le Développement) les questions relatives à la croissance démographique et celles de l'urgence de la promotion du développement viable, tout en gardant comme toile de fond les problèmes environnementaux, relève d'une demande certes audacieuse mais – oh combien ! – difficile. Une éducation en matière de population, ne peut être conçue dans une optique scolaire d'enseignement : connaître un peu de biologie humaine sur les phénomènes de reproduction, former les cadres à un minimum d'initiation statistique permettant d'interpréter les faits dans leur dimension collective... relève d'une démarche simpliste. Une réelle éducation aux problèmes démographiques s'inscrit en effet dans divers domaines de référence aux valeurs, aux traditions, à la religion, et les situations sont aussi variées que les groupes humains. L'individuel et le local, pour des raisons globalement culturelles, priment sur le collectif même si l'examen des problèmes et leur solution conduisent finalement à celui-ci. Il est connu que c'est davantage par une élévation générale du niveau d'éducation que l'on peut lutter contre la surpopulation que par une action éducative formalisée focalisée sur ce thème.

Cependant, un domaine sur lequel il est possible d'agir pour faire saisir la pression du nombre et les effets sur l'environnement et les ressources est celui d'une éducation à la consommation. L'Education Relative à l'Environnement a déjà pris en compte largement cette dimension, mais le lien entre ces deux champs éducatifs de l'Environnement et de la Consommation devrait être affermi. Il est évident aussi qu'il faut y adjoindre l'Education à la Santé, les atteintes à celle-ci liées aux problèmes environnementaux étant de plus en plus nombreuses.

## **L'IMPÉRATIF DU DÉVELOPPEMENT VIABLE**

Développement viable : « un développement qui satisfait les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. » Les économistes ont été les premiers à adopter l'expression. Dès 1974, à Cocoyoc, Henry Kissinger avait demandé qu'au terme « écodéveloppement » utilisé lors de la Conférence de Stockholm de 1972, soit substitué celui de « sustainable development », expression elle-même dérivée de celle de Rostow, par analogie avec la « self sustained growth ».

Quels devraient-êre les objectifs de ce développement viable ? Ils s'organisent selon deux axes.

- La question du développement soutenable nous ramène à celle de la croissance économique - une croissance dont bénéficie aujourd'hui un peu plus du tiers de l'humanité et à laquelle aspirent légitimement les deux tiers restants. Ne devrions-nous pas nous interroger sur le bien-fondé de cette prospérité qui, pour être inégalée, n'a fait disparaître de nos sociétés ni la pauvreté, ni les inégalités, ni l'exclusion, quand elle ne les a pas renforcées ?

- Il n'est guère possible d'imaginer une croissance soutenable qui ne soit d'abord équitable. Certes, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la responsabilité humaine doit se situer dans le long terme et pour remplacer la notion étroite de PIB par celle d'IDH (Indice de Développement Humain, incluant à la fois revenu, santé et éducation). Autrement dit, qualifier le développement de « viable » ne lui confère aucune validité opérationnelle dans un monde qui obéit à des pulsions agressives et possessives plutôt qu'à des valeurs de solidarité et de créativité.

## LE FOSSÉ NORD-SUD

Au Nord, la crise de l'environnement et les pollutions massives sont directement imputables au formidable accroissement de la production de biens de consommation depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Au Sud, la destruction de l'environnement est au contraire l'injuste prix à payer pour la misère et la pénurie. Afin de se développer suivant le schéma dominant, la plupart des pays du Sud sous-utilisent leur force de travail tout en surexploitant leurs ressources naturelles : mines, forêts, sols, littoraux. Simultanément, ils accumulent une dette monstrueuse (2 068 milliards de dollars en 1995 selon les estimations de la Banque mondiale), l'essentiel de leurs exportations servant à en payer le service.

La crise de l'environnement se manifeste donc en des termes dissymétriques. Certes, les maladies infligées à la Planète par l'irresponsabilité du système économique présentent un caractère universel. Mais, au Nord, ne correspondent-elles pas, en plus, à une crise de gaspillage ?

Quand les déchets produits dépassent les capacités de recyclage de la Nature, les résultats ne se font pas attendre : pollution de l'air par la circulation automobile en ville ; pollution des eaux à la campagne comme conséquence d'une agriculture hyperintensive ; irresponsabilité de systèmes d'élevage tournés vers le rendement à tout prix, dont l'affaire de la « vache folle » est l'illustration la plus récente.

Au Sud, en revanche, et bien souvent désormais à l'Est, entré dans un véritable cycle de tiers-mondisation, des centaines de millions de personnes sont dans l'incapacité de faire face à leurs besoins les plus élémentaires. Il s'agit dans ce cas d'une crise de pénurie - pénurie de ressources, de moyens financiers et techniques.

Comme l'a dit Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence de Rio, dans son discours d'ouverture, « aucun lieu sur Terre ne peut espérer rester un îlot de prospérité dans un océan de misère ».

Penser et agir en termes de solidarité, ce n'est pas se complaire dans un tiers-mondisme culpabilisant. Maints dirigeants du Sud orientent leurs investissements vers des entreprises mégalomaniaques, dissipent leurs rares ressources dans une économie d'assistance ou dans des aventures militaires. Trop souvent, l'entretien démagogique du fanatisme des masses juvéniles se substitue à l'éducation sociale et au planning familial. Et, trop souvent, élites du Nord et du Sud collaborent pour alimenter les formes actuelles de ce développement insoutenable. Ce processus n'améliorera ni l'environnement naturel ni l'environnement social. Il ne pourra qu'attiser de nouveaux conflits, encouragés par la fin de la structure bipolaire du monde.

Les règles de la durabilité valent donc pour tous ; elles imposent une réduction de la pression destructrice et polluante exercée sur la biosphère.

Ralentir la croissance matérielle au Nord et réorienter l'économie vers les dimensions culturelles du développement ; faciliter le développement au Sud grâce à des combinaisons productives plus sobres et tournées vers les besoins primaires des populations, dont le nombre devrait être stabilisé d'ici deux générations ; réaliser, enfin, les transferts financiers et technologiques qui s'imposent entre le Nord et le Sud : le système actuel des États souverains ne semble pas le plus apte à assumer ces objectifs et à affronter une crise écologique dont les racines remontent aux origines de la révolution industrielle. Pis : l'État-nation, avec le découpage de l'espace et le morcellement des mesures écologiques qu'il impose, l'occultation d'externalités économiques cruciales (c'est-à-dire des coûts cachés) et la mise en concurrence des diverses communautés qu'il encourage, a contribué à la dynamique de dégradation de l'environnement. C'est bien à l'échelle transnationale, et notamment européenne, que doit s'envisager l'objectif d'un développement viable.

## CONCLUSION

Partant de tels constats, comment concevoir une Education pour l'Environnement et pour le Développement. Autrement dit, comment mieux prendre en compte les idées liées au concept de « développement soutenable » ou « durable » ou « viable »\* ?

\* La Conférence Internationale de l'Unesco, tenue à Thessalonique (Grèce) du 8 au 12 Décembre 1997, avait pour thème *Environnement and Society : Education and Public Awareness for Sustainability.*

Tout d'abord, il est clair que le point de départ est une prise de conscience des citoyens des problèmes environnementaux pris en compte depuis l'individu jusque vers l'ensemble de la communauté humaine. Ensuite, il est indispensable que l'origine économique et politique de ce type de problème soit évidente à tous. Enfin, la condition d'efficacité d'une telle éducation est qu'elle se positionne clairement en tant qu'éducation à la citoyenneté en admettant dans sa démarche l'entraînement à l'analyse critique indispensable à la fois à la prise de conscience, de l'envie de mieux comprendre et à l'engagement pour agir. Au niveau des Etats, des organisations institutionnelles, ceci implique en réalité dans la plupart des cas une profonde révision de systèmes éducatifs qui restent enfermés sur eux-mêmes. (« L'ouverture de l'Ecole sur la Vie reste un serpent de mer tout à la fois très « rigoureux et tout aussi mythique » ! ), tournés vers les contenus, gouvernés par des corporatismes disciplinaires, sectoriels et quasi-sectaires. Ceci explique que 30 ans après l'institutionnalisation du secteur éducatif de l'Education Environnementale soit, sauf exceptions locales remarquables, aussi mal réalisée. L'idée de développement viable, dans ce domaine comme en général, risque fort de n'être que matière à slogans destinés à masquer et faire patienter. Il est probable que seules des nécessités devenues intolérables, voire des catastrophes imposeront les mesures nécessaires.... Sera t-il encore temps ?

**Jean-Paul Deléage\***  
**et Christian Souchon\*\***

\* \* Professeur à l'Université d'Orléans. Directeur de la revue *Écologie et politique*.

\*\*\*\* Directeur-animateur du groupe E.D.E.N (Education pour l'Environnement) au sein de l'Association D.I.R.E.S (Didactique Innovation Recherche en Education Scientifique)

Cet article reprend pour partie un texte déjà publié par Jean-Paul Deléage dans la revue *Politique Internationale*, n°73, Automne 96, pp. 389 - 399, Développement - Environnement : l'équilibre rompu.